

Note : souveraineté, État-Nation, numérique & big-tech

Ceci est une note d'introduction et de réflexion dans le cadre des forums Mac Mahon abordant la thématique de la souveraineté via l'angle du numérique et les différents glissements/frottements qui sont apparus ces 10 dernières années entre les entreprises et les États.

Plus globalement cette note a pour objectif de lancer une réflexion globale avec ensuite des idées et solutions concrètes sur les thématiques de souveraineté économique, financière, numérique, spatiale, etc.

En 1648 les nations européennes signaient le traité de Westphalie. Véritable genèse de la diplomatie et du droit international, Il reconnaît la supériorité de l'Etat sur le territoire. L'Europe devient alors un ensemble d'Etats, disposant de frontières précises et reconnues, et dont la souveraineté doit être respectée. Il induit qu'il n'existe pas d'autres souverainetés que celle de l'Etat.

A ce territoire s'ajoutera au fil du temps : la langue, l'hymne, une devise, etc., comme facteur d'unification de la nation. Ainsi va naître l'Etat-Nation au XIX^e siècle comme socle des relations et du droit international.

A noter le lien de causalité fort entre l'Etat et la Nation (à double sens), il n'y a pas d'Etat sans Nation et très rarement de Nation sans Etat. Cette conception de la souveraineté va dominer durant le XIX^e et le XX^e siècle. Pourtant à la fin de celui-ci, on va voir apparaître les premiers glissements de souveraineté des Etats vers les entreprises.

Le capitalisme et le progrès technologique, pourfendeurs de l'Etat-Nation ?

C'est le progrès technologique (plus que le capitalisme lui-même ou même une de ses conséquences, la mondialisation) qui est responsable des premiers glissements de souveraineté des Etats vers les entreprises. Le *container* est un bon exemple : c'est une innovation qui a permis l'essor sans précédent des échanges internationaux et donc de la mondialisation. Il en est de même pour les échanges aériens, ce sont les progrès de l'industrie qui ont permis son essor sans précédent. Au début des années 2000 on a aussi beaucoup parlé de culture-monde (américaine) et de la fin de la Nation. Pourtant, une Nation est bien plus qu'une culture et un mode de consommation : ainsi, même si la culture américaine a envahi et influence le monde entier, cela n'a pas eu de conséquence notable sur les Etats-Nations, bien loin des craintes de certains qu'ils disparaissent dans une culture monde américaine.

A la fin des années 2000, tout s'est accéléré. Internet a rendu caduque la notion d'espace géographique. Et c'est la notion même de la conception régaliennne européenne qui a commencé à être mise à mal. Un exemple ? Le courrier, qui était jusqu'au début des années 2000, un service public national ; vers l'email dans un premier temps et maintenant vers les services de messagerie instantanée (WhatsApp, Télégram, etc.).

Plus récemment (en juin 2019), l'Allemagne annonçait la reconnaissance de l'iPhone comme carte d'identité. Ainsi Apple est donc reconnu comme pouvant délivrer des papier d'identités, un domaine jusque là réservé aux Etats ou aux entreprises publiques. Où s'arrêteront-elles ?

Emergence des méga-plateformes (ou méta-plateformes ?)

Revenons un peu en arrière, de qui parle t-on ? On les appelle les GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft. Ce sont les 5 grandes firmes qui règnent en maître sur le numérique. Un autre nom pour les désigner : les big tech.

A elle seules, elles ont plus de 5 milliards d'utilisateurs ou clients. Jamais dans l'histoire moderne du capitalisme des firmes n'avaient atteint de tels chiffres et encore moins aussi rapidement. Le modèle d'affaire est simple : elles collectent massivement des données des internautes ou des utilisateurs, qu'elles utilisent ou revendent pour proposer des services/offres adaptés à vos envies ou besoins. Ainsi plus que la data elle-même, c'est leur capacité à utiliser celle-ci qui est en jeu. Par modestie probablement, nous avons ignoré, nous citoyens, que nos actes/comportements avaient une valeur pour d'autres.

La transition s'est faite sans que personne ne s'en rende vraiment compte : de consommateur de contenu, nous sommes passés à l'ère où chacun devient producteur de contenu (et donc de data). Nous sommes devenus sans le savoir les principaux acteurs de l'économie numérique. Les plateformes facilitent l'expression des individus, chacun peut se faire entendre en se connectant à d'autres individus.

Nous sommes entrés dans l'ère de la multitude (cf. *L'âge de la multitude*, de Nicolas Colin et Henri Verdier), c'est la libération du potentiel du plus grand nombre. Et pour ce faire, il faut construire des plateformes.

Aujourd'hui l'information produite en réseau est si volumineuse qu'elle remplace désormais toutes les autres sources d'informations. Par exemple Microsoft possède environ 15 téraoctets de données par utilisateurs/clients, quand une entreprise française en détient en moyenne... 3 mo – soit 1 millions de fois moins... Pour beaucoup, les réseaux sociaux sont devenus des journaux « extimes ».

Les GAFAM ont bien compris cette leçon de management : « pour réussir il faut faire travailler les autres ». Aujourd'hui 5 milliards de personnes travaillent bénévolement pour elles, entre 1 et 4h par jour, générant des revenus compris entre 5 et 15\$ par mois par utilisateur !

Les GAFAM ou « Dieu 2.0 » ?

Les GAFAM connaissent tout de vous. Elles connaissent vos pêchés ou questions les plus inavouables, que vous ne demanderiez à personne d'autre : « Comment faire disparaître un corps ? Où voir Maité en tenue sexy ? ». Ce sont des recherches qui ont été faites et vous le demandez au « Dieu Google », pas à votre voisin. Vous avez beau naviguer en mode privée ou vider votre historique, Google le sait. Sous forme de question, c'est votre confession 2.0.

Avec une valorisation dépassant les 8200 milliards USD (à fin mars 2021) les GAFAM symbolisent cette nouvelle ère. Les investissements en R&D sont massifs, Amazon a investi en 2018 25 milliards de dollars, quand le CRNS, fleuron de la

recherche publique française, en investissait un peu moins de 4 milliards. En 2019, les GAFAM investiront plus à elles seules que toute la R&D française publique et privée.

Même si résumer les GAFAM à des chiffres est trompeur et donne une vision partielle, il faut reconnaître que les chiffres donnent le vertige et une idée de la puissance accumulée en moins de 20 ans. En moins de 20 ans les plateformes ont émergé. Mais où s'arrêteront-elles ?

Des rapports de force en mouvement

C'est une question ouverte. La défiance (plus ou moins affichée) des GAFAM envers les Etats n'est plus vraiment à démontrer. Jusqu'à présent les GAFAM ont plutôt cherché à ignorer les Etats et à s'en affranchir, plus qu'à les affronter. En 2015, Apple refuse de donner les clés de sécurité de son smartphone au FBI. En 2018, Mark Zuckerberg (Facebook) refuse une audition au Sénat, prétextant un manque de temps. Le nombre d'exemples est légion.

Mais les choses changent vite et les rapports de force se modifient, voir s'inversent. Ainsi les GAFAM s'opposent de plus en plus régulièrement aux Etats, en affichant parfois des méthodes de négociation agressive qui laissent pantois les autorités. Sans compter que le manque de compétence numérique du législateur pèse grandement en faveur de celles-ci (comprendre : le législateur n'y comprend rien).

En 2017, le Danemark était un des premiers Etats à mettre à mal la conception des relations internationales depuis l'ère westphalienne en annonçant la nomination d'un ambassadeur auprès des GAFAM. Il déclarait : « Dans le futur nos relations bilatérales avec Google seront aussi importantes que celle que nous avons avec la Grèce ». On est donc en droit de se poser la question : est-ce dans le futur, ou bien le futur est-il déjà maintenant ?

« L'idéologie californienne » ou le précepte d'Ayn Rand

De son vrai nom Alissa Zinovievna Rosenbaum, peu connue en France, c'est pourtant une référence outre atlantique avec plus de 6 millions de livres vendus. Ses ouvrages développent la théorie de l'objectivisme qui fait de la rationalité le seul critère et prône l'égoïsme rationnel vs la « fiction de l'intérêt général ». C'est une vision à rebours de la société et culture française, pourtant cette théorie rencontre un franc succès outre atlantique.

Un de ses ouvrages, « La Grève », a été classé par un sondage en 1991 comme le 2^{ème} ouvrage qui aurait eu le plus d'influence sur le peuple américain, derrière... la Bible.

Steve Jobs déclarait en avoir fait un guide de vie, tout comme Jimmy Wales, co-fondateur de Wikipédia. De façon générale, la scène tech s'est beaucoup inspirée du processus de narration du pionnier/sauveur prométhéen, qui apporte au plus grand nombre l'outil technologique – et qui attend en retour que l'on ne se mêle pas de ses affaires.

La Californie s'en est très largement inspirée pour créer son idéologie propre, une sorte d'hybridation entre la gauche et la droite américaine. Les recherches menées par Broockman et Malhotra en 2017 mettent en lumière ce clivage dans l'élite de la

tech américaine : très à gauche sur les questions sociétales mais très à droite sur les questions économiques. Les dirigeants de la tech estiment par exemple qu'il est trop difficile de renvoyer un employé, et souhaitent voir l'influence des syndicats réduite. Sur le laissez-faire du marché ou sur les questions d'immigration, ils y sont largement favorables et donc différent nettement de l'idéologie du parti républicain.

Pourtant une grande partie de la tech va encore plus loin et se veut ouvertement anti-étatique.

Du libertaire au libertarien, il y a un gouffre mais aussi qu'un pas

Un des meilleurs exemples est Peter Thiel, entrepreneur, co-fondateur de Paypal et investisseur à succès dans SpaceX, LinkedIn, Airbnb ou encore Facebook. Il est surnommé le Parrain de la « Mafia Paypal », un réseau d'entrepreneurs, anciens de Paypal, dont la valeur cumulée dépasse 50 Milliards de dollars.

Il est des plus grands gourous de la Silicon Valley, multi milliardaire et notoirement libertarien. Il affirme régulièrement « qu'il rêve d'un monde sans politique » ou encore « d'achever la démocratie ». En 2017 il annonçait vouloir créer une nouvelle nation implantée sur une île artificielle au milieu du Pacifique pour « s'affranchir et se débarrasser des politiques ». Difficile d'être plus clair.

On pourrait penser que Peter Thiel est isolé, pourtant quand on connaît son influence actuelle, il n'en est rien.

La philosophie libertaire de la Silicon Valley n'est un mystère pour personne, elle est le fruit d'un mariage contre-nature entre la culture bohémienne de San Francisco et les industries de hautes technologies de la Silicon Valley, pour donner naissance à une nouvelle classe : « Les Hippies de droite ».

Cette nouvelle classe estime que le monde politique est dépassé, que la technologie est une solution et qu'eux les « Dieux 2.0 », sont plus à même de résoudre les problèmes du monde.

Tous azimut, les GAFAM lancent des assauts sur l'éducation, la santé, les infrastructures, la finance, etc. Est-ce le début d'une nouvelle ère au service de tous, ou d'un triomphe de l'égoïsme rationnel sur l'intérêt général ? Partout où elles estiment pouvoir mieux faire que les Etats, les Big Tech se lancent. Tout cela grâce à quoi ? La data. La data générée (et la capacité à l'utiliser/la traiter) par les plateformes est responsable du plus grand transfert de souveraineté à venir des Etats vers les entreprises. Est ce que cela signifie la fin de l'Etat-Nation ?

La fin de l'Etat-Nation ?

Les plateformes ont pris une place significative, et les fondateurs des grandes entreprises tech affichent tous une défiance plus ou moins assumée envers la politique et l'Etat.

Il serait illusoire de croire qu'elles vont s'arrêter là et qu'elles vont se contenter d'une cohabitation avec les Etats. Elles sont devenues aussi puissantes que les Etats. Le glissement de souveraineté va s'accélérer. Google investit massivement dans la santé et les résultats affichés laissent à penser que votre médecin travaillera avec Docteur Google. Dans la radiologie, l'IA s'est déjà montrée meilleure que l'homme. Il en est

de même pour les tumeurs cérébrales où l'IA a battu les meilleurs spécialistes à plates coutures en 2018. Quand on sait que les géants du numériques se sont penchés sur le sujet depuis à peine 3 ans, cela donne une idée de la marge de progression possible. Dans l'éducation on voit apparaître deux noms qui piochent massivement dans leurs fortunes personnelles, Jeff Bezos (Amazon) et Jack Ma (Ali Baba). Jeff Bezos va investir plus de 2 milliards dans un réseau de nouvelles écoles. Jack Ma souhaite quant à lui révolutionner l'éducation et considère le système dépassé. Quand on connaît la force de frappe financière de Jack Ma ainsi que le nombre d'investisseurs prêts à suivre aveuglement le milliardaire, ce sont des sujets à prendre au sérieux et avec une question : quelle conséquence ?

Le match est (déjà) plié ?

On peut d'hors et déjà affirmer que la data signe une forme d'arrêt de mort de l'Etat-Nation et de la conception des relations internationales depuis 1648. La data donne un avantage concurrentiel aux big tech que les Etats ne pourront pas et ne sauront pas concurrencer. La data permet une utilisation massive de l'IA, une personnalisation bien plus importante des services et une simplification d'utilisation bien plus importante.

De plus par faute de la compréhension de la technologie et de la redéfinition de ses missions, les Etats vont rentrer en concurrence avec les plateformes par leur simple inaction. En effet elles viennent sur le territoire de ce qui était le domaine réservé de l'Etat en Europe : la santé, l'éducation, les infrastructures.

Ce qui va déterminer l'usage de ses nouveaux services par les citoyens c'est la simplicité d'utilisation. A moins ce que les Etats ne se dotent d'une vraie culture de relation client/citoyen ainsi qu'une (vraie) coopération avec les plateformes, le match est déjà plié...

Comment créer cette coopération ? Comment coopérer avec des acteurs étrangers sur des thématiques qui touchent la souveraineté européenne (existe-t-elle) ? Et la souveraineté française ?

Comment créer un modèle européen de coopération et avec quelle souveraineté ?

Et puis une question (citoyenne) reste en suspens : quel impact sur le consentement à l'impôt sur ce citoyen qui tend à adopter celui de client d'un service ?